

L'AGEFI

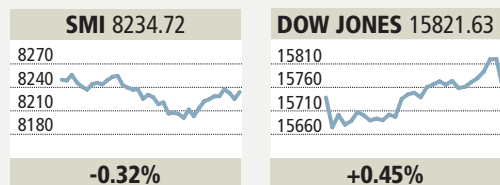
QUOTIDIEN DE L'AGENCE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE À GENÈVE

RÉFORME DE LA FISCALITÉ DES ENTREPRISES L'effet d'illusion du taux d'imposition unique

PAGE 9



JA-PP/JOURNAL — CASE POSTALE 5031 — CH-1002 LAUSANNE



CLIENTÈLE FRANÇAISE DES BANQUES SUISSES

La régularisation à grande échelle

PAGE 4

LE RÉSEAU (ENTREPRENEURIAT INNOVANT)
La stratégie de Fathi Derder

PAGE 6

GOBET ET RUTSCHI FUSIONNENT À GENÈVE
La pub grand format renforcée

PAGE 6

ENCHÈRES HORLOGÈRES À GENÈVE
Scénario d'une déstabilisation

PAGE 7

L'APPRENTISSAGE SUISSE INTÉRESSE ISRAËL
L'exportabilité du modèle dual

PAGE 9

UNIGESTION GÉRERA UN FONDS D'IST
Le focus sur les actions suisses

PAGE 5

FAVEEO (VEILLE DIGITALE) À GENÈVE
En phase de démarchage

PAGE 6

DÉPART ANNONCÉ D'ALAN MUDIE DE UBP
Jean-Sylvain Perrig nommé CIO

PAGE 5

Rôle fédérateur dans l'aérospatial



PASCAL JAUSSE. Les annonces de partenariat se multiplient pour la société aérospatiale Swiss Space Systems (S3). En Russie et aux Etats-Unis notamment. Installée à Payerne, elle se développe en se positionnant comme un lien entre les secteurs spatial et aéronautique. S3 confère ainsi à la Suisse un rôle de fédérateur en se profilant comme un pôle de compétences spatial. **PAGE 8**

Beat Scheibli
Conseiller à la clientèle

«Placer votre argent, c'est mon affaire !»
www.cic.ch



BANQUE CIC | SUISSE

La banque de la clientèle privée et commerciale

L'UE veut brider le succès économique de l'Allemagne

On le voyait venir: les excédents commerciaux sont jugés nuisibles. Un sérieux avertissement pour la Suisse.

Voilà qui paraît invraisemblable, bien qu'on le voyait venir depuis un certain temps: la Commission européenne a lancé hier une procédure contre l'Allemagne à propos de ses excédents à l'exportation, jugés défavorables aux autres Etats européens. Bruxelles a initié un «examen approfondi» des déséquilibres macroéconomiques allemands, une procédure formelle mais inédite pour Berlin, toujours vu comme le bon élève de l'Europe et la locomotive de la zone euro. «L'Allemagne enregistre un excédent important de ses comp-

tes courants (...) qui justifie d'enquêter», a affirmé le président de la Commission, José Manuel Barroso. Les résultats de cet examen devraient être connus au printemps. «Il s'agit de voir si l'Allemagne peut faire davantage pour aider à rééquilibrer l'économie européenne.» L'Allemagne est en fait critiquée sur la faiblesse de sa demande intérieure, due apparemment à la modestie des revendications salariales, pour favoriser la compétitivité de l'industrie d'exportation. Ce qui pénalise indirectement les exportations d'autres

pays européens comme la France, l'Italie ou le Royaume-Uni. Cette opération politique communautaire coïncide avec les discussions en Allemagne en vue d'une participation des sociaux-démocrates au gouvernement (grande coalition), avec établissement d'un salaire minimal comme condition de la part du SPD. Elle a été froidement reçue dans les milieux conservateurs très majoritaires, les chrétiens-sociaux bavarois évoquant «un affront incroyable et un geste d'automutilation pour la compétitivité européenne».

Ce nouveau débat sur le rééquilibrage des balances commerciales n'en est probablement qu'à ses débuts. Il rappelle et rejoint l'un des grands objectifs de l'Union Européenne dans la phase de mondialisation de la seconde moitié du XX^e siècle: réduire la dépendance de l'économie communautaire aux échanges avec l'extérieur, favoriser le commerce intra-communautaire, ce qui équivaut à une sorte de protectionnisme «naturel». Il devrait très vite avoir des répercussions importantes en Suisse. **PAGES 2 ET 21**

L'APPROCHE DE LA FONDATION TRAFIGURA

Objectifs communs dans l'engagement

VINCENT FABER. La philanthropie d'entreprise ne se limite pas à verser des fonds. Elle exige un engagement partagé du groupe et de ses collaborateurs pour s'identifier avec les causes soutenues. **PAGE 4**



ÉDITORIAL FRANÇOIS SCHALLER

Néoprotectionnisme à l'européenne

Dans son recueil d'articles venant de paraître aux éditions L'Harmattan à Paris, «L'Europe – chronique d'un fiasco économique et politique», notre chroniqueur Michel Santi (*lire page 2*) ne cesse de blâmer les «austériens», leurs politiques de rigueur fiscale et budgétaire, la sacro-sainte compétitivité et le néolibéralisme «qui ne sait ni ne peut prospérer que sur la désolation sociale». Le propos est archi-réassé depuis des décennies, mais il émane d'un ancien trader, gérant d'avoirs privés à Genève, conseiller de banques centrales d'Etats en développement. Il vient en quelque sorte de «l'autre camp». C'est le premier intérêt de cet auteur dans la guerre de religion et de tranchées opposant droite et gauche: il est censé savoir de quoi il parle (bien que ce soit de peu d'importance dans un dialogue de sourds).

Les talents de chroniqueur de Michel Santi ne font guère de doute lorsque l'on se rend compte à la (re)lecture qu'il anticipait il y a plus de deux ans la soudaine et incroyable mobilisation européenne – et même américaine – de ces derniers jours pour convaincre les Allemands que leur goût pour l'exportation est une nuisance du point de vue de

l'intérêt général du genre humain (rien à voir donc avec de la jalousie, de l'hypocrisie ou une volonté de brider ceux qui réussissent). Tout le monde sait que l'exportation n'est pas un but en soi, et que la finalité du capitalisme mondialisé passera forcément, en phase de démondialisation, par un rééquilibrage des balances commerciales. Il n'était toutefois pas prévu qu'un processus que l'on devine infiniment complexe et très lent soit initié au pas de charge par de hauts-fonctionnaires internationaux. S'agissant surtout d'une cible aussi importante et sûre d'elle que l'Allemagne.

Le débat est aujourd'hui lancé, et la question sera surtout de s'assurer que la stimulation du marché intérieur allemand par les revenus augmenterait vraiment les importations. Si les Allemands étaient de grands consommateurs, il semble qu'on le saurait depuis longtemps. S'ils se mettaient à épargner les revenus supplémentaires en réponse à la faillite annoncée des systèmes sociaux, ou à consommer local (très tendance actuellement), la baisse tant souhaitée de compétitivité de l'Allemagne ne bénéficierait en définitive à personne. Ni en Europe, ni aux Etats-Unis. ■

Momentum favorable pour les convertibles

Le moment est propice pour les émetteurs de tels emprunts. Swiss Life a lancé le sien hier.

PHILIPPE REY

Le manque d'opportunités d'investissement avec des rendements réels intéressants aux niveaux actuels et la hausse des marchés des actions depuis plus de quatre ans amènent les sociétés d'asset management à recommander maintenant la classe des obligations convertibles. Des appels ont ainsi été lancés dernièrement par AXA IM et Fisch Asset Management par exemple. Les convertibles présentent divers avantages, avec la possibilité de participer à une hausse supplémentaire des actions sous-jacentes, tout en ayant un risque de perte limité. C'est un moyen d'accéder à la performance des actions tout en minimisant les répercussions de la volatilité. Par ailleurs, les conditions de marché actuelles permettent à une société de qualité d'émettre un convertible avec une prime élevée et un coupon relativement bas. Swiss Life Holding a saisi cette opportunité hier en lançant un convertible d'un montant de

500 millions de francs avec échéance en 2020. Le coupon a été fixé à 0%. Le prix de conversion correspond à 243,97 francs par action, soit une prime de 31%. Cet emprunt sera convertible en 2 millions d'actions nominatives, soit approximativement 6,4% des titres actuellement en circulation. Les nouvelles actions seront mises à disposition à partir du capital conditionnel. L'emprunt a été souscrit plusieurs fois du fait d'une forte demande de la part d'investisseurs institutionnels suisses et étrangers. L'action Swiss Life a progressé de plus de 50% cette année. Deutsche Bank et UBS Investment Bank ont agi ensemble comme bookrunner pour cette émission.

Pargesa Holding a recouru au début de 2013 à ce type d'instruments indirectement par le biais de sa filiale GBL avec une obligation échangeable en actions existantes de GDF Suez pour 1 milliard d'euros et dotée d'un coupon de 1,25% l'an, qui reflétait au moment du lancement une prime de 20% sur le prix de référence. Pargesa vient du reste de placer un emprunt obligataire ordinaire (straight bonds) en francs pour 220 millions de francs avec un coupon de 1,5%. **SUITE PAGE 5**



9 771421 948004 4 0046

SUISSE

Les Français se régularisent

Les clients français des banques suisses, qui ont des comptes non-déclarés, sont en train de régulariser massivement leur situation vis-à-vis du fisc, selon l'Association suisse des banquiers (ASB). Cette dernière les encourage vivement à le faire. «Il y a une prise de conscience chez ces clients, la presque totalité d'entre eux se régularise, car ils y voient une possibilité de retrouver une situation normale et de payer des impôts», a déclaré Claude-Alain Margelisch, directeur général de l'ASB. Interrogé sur cette régularisation, le ministère des finances à Paris a répondu que le dernier chiffre publié était celui de 4300 dossiers déposés pour des avoirs non déclarés hors de France. Paris espère récupérer 2 milliards d'euros en 2014 grâce à la lutte contre la fraude fiscale.

Plusieurs raisons sont avancées pour expliquer cette action de repentance vis-à-vis du fisc, après des années, voire des générations durant lesquelles ces clients avaient des comptes secrets en Suisse, bien à l'abri du fisc français, et protégés par un secret bancaire réputé inviolable.

Les clients héritiers des comptes de leurs parents, grands-parents, voire arrière-grands parents, ne vivent plus dans le même environnement, et n'ont plus besoin de cacher des fonds pour d'éventuelles raisons historiques. ■

La démarche qui se veut inclusive

TRAFIGURA. L'engagement personnel des collaborateurs est au cœur des principes des Fondations Trafigura et Puma Energy. Nouvelles étapes.

Au terme de cinq années d'existence, la Fondation Trafigura évolue, tout en conservant les principes fondamentaux qui guident son action (L'Agefi du 4 septembre 2012): centrage sur trois piliers - développement durable, éducation et l'intégration et enfin santé -, engagement personnel des collaborateurs, assistance à la gouvernance des ONG et financement sur le long terme. Cette année, naissent encore de nouveaux comités locaux de volontaires. Tous les grands bureaux dans le monde en ont aujourd'hui un. Fin juillet, la Fondation Puma Energy devenait une entité distincte de la fondation d'origine. Vincent Faber, directeur des deux fondations, reprend les dernières étapes.

Pourquoi avoir scindé la Fondation Puma Energy de la Fondation Trafigura?

L'un des principes de notre action est l'engagement personnel des collaborateurs de nos sociétés. Puma Energy s'est énormément développé dans les deux dernières années sur un terrain différent de celui de Trafigura. Nous ressentions donc le besoin d'une nouvelle identité et, pour le futur, d'actions diversifiées, plus proches des communautés locales dans les-

quelles Puma Energy évolue. L'univers de Puma, ce sont des stations d'essence et des terminaux de carburant, en Afrique, en Amérique Latine, ou en Australie. Les employés de Puma Energy vivent au sein même de communautés qui ont besoin de soutien et en font partie. Ils ne peuvent s'identifier de la même manière que les employés de Trafigura. Sans oublier que les employés de Puma sont beaucoup plus nombreux que ceux de Trafigura, près du double. Mais l'esprit général restera le même que celui de la Fondation Trafigura, axé sur les mêmes piliers.

De ces trois champs d'action, quel est celui qui correspondra le mieux à la Fondation Puma Energy?

L'éducation et la santé.

Le centre de formation de Puma Energy fait-il partie de ses projets?

Non. En aucun cas. Le centre de formation de Puma Energy est en grande partie conçu pour former les employés. Ce n'est donc pas un projet philanthropique au sens strict. L'objectif de la philanthropie est de soutenir les autres, sans avantage direct pour soi-même. La distinction doit être absolue.

D'autres sociétés développent le concept de création de valeur partagée ou Shared Value.

Certes, mais la création de valeur partagée n'est pas de la philanthropie. C'est une forme de conduite des affaires qui cherche à valoriser les intérêts d'autrui dans le but avoué d'améliorer les résultats de l'entreprise qui la mène. Il n'est pas du rôle d'une fondation philanthropique de s'occuper de valeur partagée, et la responsabilité sociale et environnementale (CSR) d'une entreprise ne saurait être réduite à sa seule action. Ces deux aspects concernent la gestion de l'entreprise elle-même.

Quelles sont les évolutions récentes à l'intérieur de la Fondation Trafigura?

Nos comités locaux de volontaires, formés de collaborateurs bénévoles, se lancent maintenant de plus en plus dans des processus formalisés d'identification d'un «Partenaire de l'année». Au sein d'une dizaine ou d'une vingtaine d'actions proposées par les employés, chaque comité sélectionne celle qui répond à ses critères - et à ceux de la fondation car toute action doit appartenir à l'un de nos trois piliers pour éviter la dispersion. La fondation verse alors au

partenaire sélectionné un montant donné, qui dépend des besoins du partenaire, pouvant atteindre jusqu'à 150.000 francs. Mais l'engagement ne s'arrête pas là. Les employés doivent, de leur côté, lever des fonds et soutenir la cause par des actions directes tout au long de l'année. Nous tenons à défendre une philanthropie activiste qui ne se limite pas à signer des chèques. En Grande-Bretagne, le partenaire choisi cette année était Refuge, une association engagée dans la lutte contre la violence envers les femmes. Une cause peu soutenue par les multinationales.

Mais le principe de ces comités et de leurs dons annuels ne va-t-il pas à l'encontre de votre philosophie d'engagement à long terme vis-à-vis des partenaires et des projets?

Les comités peuvent choisir de renouveler l'élection de la même cause d'une année sur l'autre. Par ailleurs, leurs choix ne font pas partie de l'engagement cœur, décidé par le Conseil de fondation, mais s'y additionnent. Ce n'est qu'une petite partie de notre œuvre. L'essentiel de notre travail porte sur des engagements entre 3 et 6 ans.

Pouvez-vous nous donner des exemples?

Nous suivons le projet d'Eau & Vie pour la construction de réseaux d'eau propre dans des bidonvilles urbains depuis maintenant 4 ans. Ce modèle d'entreprise sociale, créé aux Philippines a été étendu au Bangladesh et nous envisageons de le déployer encore ailleurs, en Afrique. Nous continuons aussi à soutenir le Trafigura Work & Learn Centre aux Etats-Unis. Après Stamford où nous l'avons mis en place avec Domus, un nouveau centre de la Nouvelle-Or-

léans est maintenant entré en fonction avec un autre partenaire local pour former les jeunes exclus. Avec une nouvelle particularité. Les ateliers traditionnellement réservés aux hommes - comme la réparation de bicyclettes - sont maintenant ouverts aux femmes parce que nous nous sommes aperçus que les rapports hommes/femmes dans les milieux défavorisés étaient fondés sur une séparation des rôles qui engendraient mépris et violence envers les femmes. En leur ouvrant la même formation qu'aux hommes nous voulons aussi combattre les préjugés.

Et les nouveaux projets?

En Angola, nous soutenons Apopo, une entreprise sociale de déminage par des rats spécialement entraînés (l'initiative est née au Cambodge puis a été portée par Apopo au Mozambique). Elle est beaucoup moins coûteuse que les techniques de déminage traditionnelles, puisque la détection des mines se fait grâce au flair extraordinaire de ces animaux, et ce sans risques pour eux puisqu'ils sont trop légers pour déclencher une explosion. Par cette action, nous visons à libérer des terres cultivables, contribuant ainsi au développement rural. Avec Planète Urgence, la fondation finance la replantation des mangroves d'Indonésie, détruites par une aquaculture intensive. L'idée n'est bien sûr pas d'arrêter celle-ci, indispensable à la subsistance locale, mais d'utiliser des méthodes qui ne compromettent pas les arbres et même en tirent parti pour l'alimentation des poissons et crevettes.

INTERVIEW:

NICOLETTE DE JONCAIRE

Retrouvez sur agefi.com l'interview vidéo de Vincent Faber, réalisée le 13 novembre. En collaboration avec Dukascopy TV.

Questions stratégiques évitées

PLACE FINANCIÈRE. Il faut travailler activement à son positionnement futur plutôt que de se contenter de se défendre contre les attaques.

CHRISTIAN AFFOLTER

L'ancien directeur de l'institut bancaire de l'Université de St-Gall Beat Bernet dresse un bilan intermédiaire plus que critique vis-à-vis des dernières démarches pour redéfinir la stratégie de la place financière suisse. Sa présentation mardi lors du congrès suisse de l'immobilier organisé par CIFI a mentionné plusieurs aspects qui devraient absolument faire partie de ces discussions, mais que les participants semblent vouloir soigneusement éviter. Et il a clarifié d'emblée: «Les discussions autour de l'argent noir et l'évasion fiscale n'ont qu'une importance secondaire par rapport aux questions stratégiques, avec lesquelles elles n'ont rien à voir. Le rapport de la première commission Brunetti n'aborde absolument aucun aspect stratégique.» Ce dernier est pourtant précisément censé aborder le «développement de la stratégie en matière de marchés financiers». Le titre principal du rapport du 6 juin clarifie qu'il a examiné uniquement la question de la gestion de fortune transfrontalière. Il reste donc très focalisé sur la pro-



BEAT BERNET. Le professeur st-gallois demande une redéfinition fonctionnelle, géographique et normative.

blématique fiscale. Autrement dit, sur la meilleure manière de traverser l'orage, sans tenir compte du fait que c'est tout le climat qui change. Pour Beat Bernet, les places de travail et la création de valeur supplémentaire de la place financière ne sont que des effets secondaires bien-venus. Sa mission principale reste de garantir la stabilité et prospérité de toute l'économie publique. Il ne faut pas inverser ce rapport: il n'incombe pas à l'économie publique d'assurer le maintien de la place financière.

Pour respecter cette hiérarchie, il propose d'organiser la démarche en trois étapes. Premièrement, une sorte de «Constitution de la place financière» doit définir le mandat et déterminer les objectifs quantitatifs et qualitatifs qu'elle doit remplir. Ce qui implique de répondre à la question à quoi peut servir une place financière forte. Parmi ses missions doit figurer une concentration sur les affaires de la clientèle privée et commerciale natio-

nale, afin de renforcer les fonctions de base du système financier et contribuer au développement de l'économie publique. Ensuite, la politique peut définir les conditions-cadre et la manière dont tous les intéressés devraient interagir. La stratégie en tant que telle fixe la démarche pour développer la place financière de manière planifiée, guidée et contrôlée. Elle précise les orientations, décisions, mesures, échéanciers et ressources nécessaires pour atteindre les objectifs fixés. Ces derniers permettent ainsi d'évaluer les décisions prises et les actions menées au niveau de l'économie privée et du pouvoir législatif comme exécutif.

Pour créer une nouvelle crédibilité, rétablir la confiance, il paraît indispensable à Beat Bernet de reconstruire les notions de légalité et légitimité. «Le différend fiscal a montré que ce qui est légal n'est pas forcément légitime. Il faut chercher à mieux combler le fossé qui s'est creusé au fil des dernières années.» Au lieu de tenter de se défendre ou d'espérer que le scénario le plus redouté ne se concrétise pas, il faut tenir compte des rapports de pouvoir actuels ou potentiels de manière réaliste. «Pour moi, il était clair dès le départ que l'UE et l'OCDE ne céderaient pas en ce qui concerne l'échange automatique d'informations. Dans le nouveau contexte, il vaut mieux renoncer au Swiss Finish et s'orienter toujours aux normes internationales.» Une démar-

che qui se veut beaucoup plus proactive, cherchant à identifier les domaines où la place peut avancer à l'avenir.

La place financière suisse dispose déjà de forces qu'il ne faut pas négliger. La capacité des banques à s'orienter aux marchés et à ses clients, et donc le niveau de leur culture financière, n'apparaît ainsi qu'en comparaison à la gamme de services qu'offrent leurs concurrents à l'étranger. Le fait de disposer de deux grandes banques actives à l'échelle mondiale favorise la capacité d'innovation de la place toute entière, beaucoup de nouveautés ayant été introduites par les premières avant d'être adoptées par des établissements plus petits. Le niveau de compétences du personnel et la stabilité politique et économique, à la base de la sécurité juridique, représentent d'autres atouts. De l'autre côté, il paraît évident que la marge de manœuvre pour décider et agir de manière indépendante est en train de se rétrécir. Au final, il s'agit aussi de déterminer pour chacune des domaines d'activité actuels et potentiels s'ils sont utiles et nécessaires. «Avons-nous besoin d'une plateforme de négoce, d'un «hub» pour le Reminbi? Qu'en est-il de la gestion alternative? De la banque d'affaires?» Leur rapport rendement-risque doit en tout cas s'orienter à un niveau défendable tant du point de vue de l'économie publique que de la société. ■

VONTOBEL: alliance avec ANZ

Vontobel signe un accord de coopération avec Australia and New Zealand Banking Group Limited (ANZ), l'un des 25 plus importants groupes bancaires cotés au monde. S'inscrivant dans le cadre d'un memorandum of understanding signé en novembre 2012, l'alliance permettra à Vontobel de distribuer ses produits et conseils dans la région Asie-Pacifique dès l'an prochain. ANZ est actif sur 33 marchés, pour deux millions de clients et 58,6 milliards de dollars australiens d'actifs sous gestion (50 milliards de francs). Le groupe effectue du private banking dans six marchés de la région APAC.

BCZ: feu vert pour l'IRS

Dans sa chasse aux fraudeurs, le fisc américain (IRS) a été autorisé à exiger des banques partenaires les données de clients de la Banque cantonale de Zurich (BCZ) soupçonnés d'évasion fiscale aux Etats-Unis. Le tribunal du district sud de New York a accédé favorablement à la requête en ce sens du Ministère public. La décision judiciaire a été délivrée le 7 novembre. L'IRS a ainsi reçu le feu vert pour activer une procédure dite «John Doe Summons» visant Citibank et la Bank of New York Mellon. — (ats)

SCANDALE FOREX: 15 banques concernées

L'enquête internationale menée sur de possibles manipulations des taux de changes concerne une quinzaine des plus grands établissements bancaires du monde et s'est étendue à de nouvelles devises, écrit hier le *Financial Times* (FT). UBS est dans la liste. Selon le journal, qui fait référence à deux sources proches du dossier, l'autorité britannique en charge des marchés, la Financial Conduct Authority (FCA), a demandé des informations à «au moins quinze banques» dans le cadre de ses investigations sur de possibles manipulations sur l'énorme marché des changes (5300 milliards de dollars par jour).